

Subventions agricoles

Ou bien le gouvernement raconte des histoires, ou bien il est complètement insensé. Comment un gouvernement pourrait-il bouleverser complètement l'agriculture de l'Ouest sans étudier d'abord si cela n'affaiblira pas nos agriculteurs par rapport à leurs concurrents? Les négociateurs que nous envoyons au GATT et aux autres conférences internationales partent-ils sans avoir la moindre idée des subventions que reçoivent les agriculteurs des autres pays? Je ne peux pas croire que nous soyons stupides ou naïfs à ce point. Ou bien le gouvernement nous raconte des histoires, ou bien il est complètement insensé.

Le gouvernement a peut-être cherché délibérément à induire la Chambre en erreur. Il a certainement fait des études comparatives des subventions agricoles, mais il ne veut pas les rendre publiques. Il ne veut pas reconnaître que l'agriculture canadienne, et surtout la céréaliculture, est la moins subventionnée au monde. Il ne veut pas le reconnaître, car cela montrerait qu'il commet une grave erreur économique en voulant modifier l'entente sur le Pas du Nid-de-Corbeau.

Le gouvernement doit se montrer franc envers la Chambre et le public canadien. J'espère que le député qui parlera de cette motion aujourd'hui au nom du gouvernement nous donnera des réponses. J'espère qu'il nous dira si quelqu'un, au Commerce international, aux Affaires extérieures, à l'Agriculture ou aux Transports compare les subventions agricoles du Canada et celles des autres pays. Ces études ont certainement été faites. J'espère que le porte-parole du gouvernement nous dira si c'est le cas, oui ou non.

Je trouve sidérant que le gouvernement vienne reconnaître à la Chambre qu'il n'a pas étudié les subventions qu'obtiennent nos principaux concurrents, alors qu'il est en train de bouleverser l'économie agricole de l'Ouest. Est-ce possible? Je suis tellement stupéfait que j'ai du mal à trouver des mots pour décrire ce que je ressens. C'est le genre de chose qui n'arrive pas souvent à un homme politique.

Alors qu'il dispose de ressources considérables, de gratte-ciel remplis d'économistes et de spécialistes, le gouvernement reconnaît n'avoir fait aucune étude sur les subventions que reçoivent les agriculteurs des États-Unis, de la Communauté économique européenne, de l'Argentine et de l'Australie. Veut-il vraiment nous dire qu'il ignore ce qu'il en est? S'il ne le sait pas, comment ose-t-il proposer le projet de loi C-155?

Si vous voulez bouleverser l'agriculture, monsieur le Président, vous devez tenir compte des subventions que reçoivent les agriculteurs du monde entier. Il serait complètement idiot de ne pas le faire. Pourquoi le gouvernement ne l'a-t-il pas fait? A-t-il peur d'effectuer ce genre d'enquêtes? A-t-il peur de les déposer et de les divulguer au public? Je pencherais plutôt pour cette dernière solution. Je ne peux pas croire qu'avec une telle bureaucratie, le gouvernement ait commis une telle erreur. Je crois plutôt que les chiffres, les études et les rapports sont là. Le député d'en face fait signe que non. Reconnaît-il que le gouvernement est stupide au point de ne pas étudier les subventions agricoles des autres pays? Le reconnaît-il? De deux choses l'une, monsieur le Président, ou bien le gouvernement est menteur, ou bien il est tout ce qu'il y a de plus naïf et stupide.

● (1740)

J'exhorte la Chambre à adopter cette motion et à obliger le gouvernement à publier les documents pertinents, afin que les députés et le public canadien puissent voir vraiment à quelle

concurrence nos céréaliers devront faire face au cours des années à venir.

[Français]

M. Marcel Dionne (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, la situation alimentaire mondiale attire l'attention de nombreuses personnalités tant du monde politique qu'économique, de même que celle de citoyens de nombreux pays inspirés par des motifs purement humanitaires. A cet effet, monsieur le Président, je pense que le député de Regina-Est (M. de Jong) devrait savoir qu'il n'y a aucun pays, et je pense principalement aux pays industrialisés où il y a des politiques très différentes les unes des autres, qui va livrer exactement le genre de subventions accordées directement ou indirectement à l'agriculture. A ce sujet, je pense qu'il est difficile de savoir parmi les ententes unilatérales, bilatérales et multilatérales quel sera, dans toutes les productions différentes d'un pays à l'autre, le genre de subventions directes ou indirectes.

Le taux de croissance démographique actuel nous permet d'anticiper une hausse de la demande alimentaire mondiale qui dépasse les projections de croissance de la production alimentaire. A cet effet, on parle depuis nombre d'années d'une crise alimentaire mondiale. Dans cette perspective d'une demande sans cesse à la hausse, dans une conjoncture de croissance économique anticipée dans certains pays en voie de développement, où on voit se dessiner des types de sociétés de consommation comme on en connaît dans la plupart des pays occidentaux, il est donc inévitable que les principaux pays exportateurs de denrées alimentaires se livrent et continueront de se livrer une concurrence des plus active pour accaparer la meilleure part de ces marchés lucratifs.

Et encore une fois, monsieur le Président, je suis convaincu que tous ces pays qui se livrent cette bataille des plus active ne livreront pas leur secret et ne diront pas de quelle façon ils subventionnent directement ou indirectement plusieurs productions. Ceux-ci laissent miroiter des avantages économiques considérables, notamment au niveau de la balance des paiements et de revenus intérieurs dans nos sociétés qui ne sont pas encore sorties de la crise économique. Se dirige-t-on vers une guerre commerciale dans le secteur agro-alimentaire qui se traduira par une concurrence féroce sur les marchés d'exportations et un protectionnisme accru de chaque marché intérieur des pays et des collectivités en cause?

Je n'oserais pas affirmer qu'une telle guerre est déjà engagée, mais les questions qu'on soulève aujourd'hui et les préoccupations exprimées à l'égard de la tournure des relations commerciales depuis quelques années sont déjà des présages révélateurs de ce que pourrait être le commerce extérieur dans un avenir pas si éloigné. Je viens de mentionner que les perspectives nous laissent entrevoir une expansion des marchés d'exportations. Nous considérons que nous avons également le potentiel d'intensifier nos productions agricoles pour bénéficier d'une part accrue de ces marchés. C'est, à mon avis, un objectif fort légitime et louable. C'est d'ailleurs un objectif qui n'est pas nouveau. N'est-ce pas là le but que le ministère fédéral de même que les ministères provinciaux de l'Agriculture ont poursuivi depuis leur création; aider le secteur agro-alimentaire canadien à répondre aux besoins des Canadiens d'abord et des marchés d'exportations, en fournissant des aliments sains, de